

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Murray, Janice L. (éd.), *Canadian Cultural Nationalism :The Fourth Lester B. Pearson Conference on the Canada-U.S. Relationship*, New York, New York Univeristy Press, 1977, 139 p.

par Réjean Pelletier

Études internationales, vol. 10, n° 2, 1979, p. 411-413.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/700949ar>

DOI: 10.7202/700949ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

minante. Ces derniers trouveront en tout cas dans le petit volume de Magdoff et Sweezy un bon apéritif ; ils n'y trouveront certes pas un remède miracle pour sortir le capitalisme de ses difficultés, mais peut-être commenceront-ils à penser, comme nos deux auteurs, qu'il est temps de le remplacer par un système qui n'est pas basé sur le profit mais sur les besoins des gens ordinaires, ceux-là mêmes qui sont au nombre de plus de 3 milliards et demi dans notre monde de quatre milliards d'hommes.

André Lux

Département de sociologie,
Université Laval

MURRAY, Janice L. (éd.), *Canadian Cultural Nationalism : The Fourth Lester B. Pearson Conference on the Canada-U.S. Relationship*, New York, New York University Press, 1977, 139p.

Dans le cadre des Conférences Lester B. Pearson consacrées aux relations canado-américaines, les participants des deux pays à la quatrième conférence tenue en septembre 1976 ont abordé le thème du nationalisme culturel canadien considéré non seulement comme un enjeu important dans les affaires intérieures canadiennes, mais aussi comme un sujet affectant les relations du Canada et des États-Unis.

Les textes réunis dans ce volume se divisent en deux grandes parties : il s'agit d'abord de définir les questions fondamentales sous-jacentes à ce thème et de dégager ensuite les impressions et les réflexions de quelques participants tant américains que canadiens.

En guise d'introduction, le texte du professeur Ramsay Cook vient situer le nationalisme culturel canadien dans une perspective historique en dégagant trois phases d'évolution de ce nationalisme tel que vécu au Canada anglais. Les premiers nationalistes

canadiens-anglais cherchent d'abord à obtenir une plus grande égalité avec la Grande-Bretagne sans rompre l'unité de l'Empire britannique et sont donc tournés avant tout vers la mère-patrie.

Par la suite, on constate, surtout après la Première Guerre mondiale, une « américanisation » du Canada, de la pensée aux investissements, en passant par le syndicalisme, de sorte que certains en viennent à souhaiter le développement d'un continentalisme nord-américain qui viendrait reconnaître la similitude d'intérêts entre le Canada et les États-Unis et la divergence d'intérêts avec l'Europe et la Grande-Bretagne. Depuis les années soixante et surtout les années soixante-dix, émerge un troisième groupe qui décrit une telle situation et qui prône le développement d'une culture, d'une économie et d'une politique typiquement canadiennes.

Durant cette troisième phase, le nationalisme culturel canadien devient de moins en moins un sujet de discussion uniquement pour intellectuels largement minoritaires et de plus en plus un sujet de discussion et de préoccupation pour une partie du public et parmi les sphères gouvernementales, même si le cabinet canadien se définit plutôt comme antinationaliste conformément à la philosophie politique du premier ministre Trudeau.

C'est donc cette troisième phase, correspondant à la période actuelle, qui est susceptible de soulever des problèmes dans les relations canado-américaines. Mais pour aborder ce thème très vaste du nationalisme culturel, les participants ont surtout utilisé la méthode des études de cas et se sont donc penchés sur certains problèmes, comme celui du magazine *Time* et du *Reader's Digest*, celui des annonces canadiennes à la télévision américaine et de la suppression des annonces américaines, et dans une moindre mesure, sur le problème de la publication des volumes et des films et de la nationalité des professeurs d'universités canadiennes.

Dans l'analyse de ces différents cas, deux questions ont surtout retenu l'attention des participants : dans quelle mesure ces problèmes d'ordre « culturel » peuvent-ils concerner les gouvernements et peut-on aussi les considérer comme des problèmes « économiques » ?

D'ailleurs, ces questions s'inscrivent bien dans l'évolution des sociétés modernes caractérisée par un double mouvement à la fois d'intégration socio-économique par suite du développement du capitalisme américain et des entreprises multinationales, et de fragmentation au niveau politique et culturel. Cette recherche d'un caractère distinctif dans un monde qui tend à l'uniformisation est justement à la base du phénomène du nationalisme culturel. Ce qui rejoint ainsi le thème de la survivance culturelle canadienne face à la présence américaine et de la définition d'une culture à contenu authentiquement canadien véhiculée par les différents moyens de communication.

Ce qui complique le problème au Canada, c'est que l'influence culturelle américaine, perceptible aussi auprès d'autres pays dans le monde, revêt un caractère spécial lorsqu'on la pose dans le cadre des relations canado-américaines. Deux facteurs, selon le professeur Roger F. Swanson, peuvent expliquer ce caractère « spécial », soit, d'une part, l'accessibilité technique, c'est-à-dire la transmission facile de la culture américaine par les média écrits ou parlés et, d'autre part, la réceptivité de la population, surtout canadienne-anglaise mais aussi canadienne-française, au message culturel américain. Ces deux facteurs exercent déjà en eux-mêmes une influence sur la réglementation et la législation gouvernementales dans ce domaine.

Cette réceptivité de la population canadienne au message culturel américain pourrait peut-être s'expliquer par le fait que la culture canadienne présente un caractère plutôt élitiste, étant conçue par une élite et produite pour cette élite, alors qu'aux États-

Unis on a imposé davantage une culture de masse, liée à des industries culturelles spécifiques et à une certaine forme de développement socio-économique, mais par contre bien acceptée par de larges couches de la population canadienne.

À ces facteurs s'ajoute une différence de perception des interventions gouvernementales dans le secteur culturel au Canada et aux États-Unis. Les interventions gouvernementales canadiennes ont servi à la fois à promouvoir la culture, c'est-à-dire à la renforcer et à encourager l'expression de la culture canadienne, et à protéger celle-ci par la réglementation de la présence culturelle américaine. Au Canada, on accepte plus facilement ces interventions et on y est habitué depuis l'établissement de Radio-Canada, de l'Office national du film, du Conseil des arts, etc., d'autant plus qu'elles ont permis d'établir un cadre protectionniste pour les industries culturelles de façon à faire face au désavantage de la compétition avec les États-Unis et ont souvent favorisé le développement d'une culture plus authentiquement canadienne de façon à faire face au problème de l'identité et de l'unité du pays, deux thèmes qui ont souvent servi de mobiles à l'action du gouvernement Trudeau.

Aux États-Unis par contre, où l'on se réclame davantage de la libre concurrence et où l'on est habitué à la domination des valeurs du marché dans les industries culturelles américaines, ces interventions gouvernementales sont souvent mal perçues, d'autant plus que le cadre protectionniste établi, dû à l'étroitesse du marché canadien, est considéré comme une atteinte au libre-échange des produits, à la libre concurrence entre les entreprises commerciales et à la libre circulation de l'information puisque la diffusion des produits culturels est avant tout assimilée à des échanges commerciaux. Dans cette optique, le gouvernement américain n'intervient que pour défendre les intérêts privés déjà établis dans le secteur, mettre l'accent sur la nature commerciale des échanges culturels et ignorer leurs implications et leur contenu, d'autant plus que

plusieurs Américains peuvent difficilement croire que le Canada peut avoir des intérêts fondamentaux différents de ceux des États-Unis.

Il faut enfin ajouter un autre facteur qui a été très peu abordé par les participants (la conférence s'étant tenue deux mois avant l'élection du parti québécois), mais qui vient compliquer davantage le problème des relations canado-américaines dans le domaine culturel : celui de l'éveil culturel québécois dans les années soixante. Cet éveil culturel, selon Denis Smith, a eu une influence sur la communauté culturelle anglophone qui l'a considéré plus comme un exemple et une inspiration que comme une menace.

Ceci est vrai, à mon sens, davantage au niveau d'une élite qu'au sein de la population canadienne-anglaise. On assiste plutôt à l'heure actuelle au Canada à la confrontation de trois nationalismes. Confrontation intérieure entre le nationalisme culturel québécois de plus en plus offensif et sûr de lui-même et le nationalisme culturel canadien qui cherche à s'affirmer et qui revêt encore un caractère défensif. Confrontation extérieure entre ce dernier nationalisme et la présence américaine qui s'apparente à un impérialisme culturel utilisant des voies commerciales, le nationalisme québécois venant alors brouiller cette confrontation bilatérale et constituant l'autre volet d'une confrontation de plus en plus triangulaire.

On peut dire que, d'une façon générale, les « relations privilégiées » entre le Canada et les États-Unis ou ce que d'autres ont appelé le « système nord-américain » ont beaucoup évolué depuis la Deuxième Guerre mondiale et que désormais les relations canado-américaines doivent tenir compte d'un facteur nouveau qui est celui de la montée du nationalisme culturel canadien.

De plus, le problème du nationalisme culturel implique tout à la fois des charges émotives et des « sensibilités » nationales, des interventions gouvernementales et des intérêts privés, ainsi que des questions de technologie moderne qui transcende les

frontières, ce qui le rend certainement plus difficile à résoudre.

Cependant, quoi qu'on en dise, le nationalisme culturel s'inscrit clairement dans l'évolution des sociétés modernes partagées entre les forces d'intégration socio-économique et les forces de fragmentation politico-culturelle.

Réjean PELLETIER

*Département de science politique,
Université Laval*

SZITA, Janos, *Perspectives for All-European Economic Cooperation*, A. W. Sijthoff, Leiden et Akadémia Kiado, Budapest, 1977, 372p.

Non seulement le titre du livre, mais l'ouvrage lui-même témoigne d'une perspective et de l'existence même d'une coopération. Édité respectivement par la maison A. W. Sijthoff de Leyden en Hollande et par la maison d'édition de l'Académie de Hongrie, le livre de J. Szita s'inscrit parmi les efforts réciproques en matière de coopération économique européenne apparaissant depuis quelques années déjà.

Dans la préface à l'édition anglaise, l'auteur souligne, d'une part, l'esprit d'Helsinki dans le domaine de la coopération européenne et, d'autre part, l'appartenance des pays de l'Est à l'Europe.

L'ouvrage se divise en quatre parties. La première se propose d'examiner les changements survenus dans l'économie mondiale et dans les relations internationales eu égard à la « nouvelle période » dans la coopération économique des États européens. Si la description et l'approche, quant aux relations internationales, ne suivent pas les procédés de la science politique occidentale, cela s'explique par le fait que l'auteur est avant tout économiste et non politologue. Ces deux derniers termes n'ont d'ailleurs pas la même signification dans les pays socialistes. La